

Cote du document: EB 2021/132/R.18
Point de l'ordre du jour: 12 a)
Date: 6 avril 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Informations actualisées sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres et sur la riposte opérationnelle plus générale du FIDA à la COVID-19

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Donal Brown
Vice-Président adjoint
Département de la gestion des programmes
téléphone: +39 06 5459 2448
courriel: d.brown@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États
membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-deuxième session
Rome, 19-21 avril 2021

Pour: **Examen**

I. Informations actualisées sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres

1. Ce document constitue la troisième mise à jour établie à l'intention du Conseil d'administration sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres (ci-après, le Mécanisme de relance) et sur les mesures adoptées par le FIDA pour faire face de manière plus générale à la pandémie de COVID-19. Il présente les dernières informations disponibles sur les projets approuvés, les décaissements et les résultats initiaux produits par le Mécanisme de relance, ainsi que les chiffres les plus récents sur la réorientation des fonds destinés aux projets, ainsi que le soutien analytique et stratégique apporté par le FIDA. Comme à l'accoutumée, un additif au présent rapport sera publié avant le début de la cent trente-deuxième session du Conseil, en avril 2021, de manière à communiquer aux membres les chiffres les plus récents sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance.

A. Achèvement de la phase de mobilisation de ressources

2. Le cinquième accord de contribution au titre du Mécanisme de relance a été signé entre le FIDA et le Gouvernement suisse au milieu de décembre 2020. La généreuse contribution de la Suisse, qui se chiffre à 2 millions de francs suisses, a porté le montant total des ressources mobilisées pour le Mécanisme de relance auprès de donateurs extérieurs à 53 millions d'USD et, si l'on ajoute le montant de 40 millions d'USD provenant du FIDA, le financement total du Mécanisme de relance à 93 millions d'USD (voir le tableau 1 pour une ventilation des sources de financement).

Tableau 1

Ventilation des sources de financement du Mécanisme de relance (Montants en millions)

<i>Donateur</i>	<i>Montant (dans la monnaie de libellé de la contribution)</i>	<i>Montant (en USD)</i>
Canada	6 CAD	4,5
Allemagne	27,4 EUR	33,2
Pays-Bas	6 EUR	7,1
Suède	27,4 SEK	5,9
Suisse	2 CHF	2,3
FIDA	40 USD	40,0
Total		93,0

3. Le Mécanisme de relance devant officiellement arriver à son terme à la fin de 2021, l'action menée vise à présent à assurer l'engagement et l'emploi efficaces de ces fonds.

B. Lancement du deuxième cycle de financement

4. Le premier cycle de financement du Mécanisme de relance a été lancé en juin 2020 pour affecter le montant de la contribution de 40 millions d'USD du FIDA sous forme de capitaux d'amorçage. Ces fonds ont été alloués à un groupe de projets propres à un seul pays (85%) et à un groupe de projets visant plusieurs pays (15%). Les fonds attribués au premier groupe ont été répartis entre 59 pays admissibles sur la base d'un indice établi en fonction du risque posé par la COVID-19, de l'importance de la population rurale du pays et de la prévalence de l'insécurité alimentaire. Il a été décidé, à des fins de plus grande efficacité, de regrouper dans la mesure du possible les contributions supplémentaires au Mécanisme de relance et de les affecter, par cycle, au moyen d'un mécanisme d'allocation similaire. Les cinq contributions au Mécanisme de relance ayant été approuvées à des dates relativement rapprochées, la direction a pu les regrouper en un cycle. Au début de décembre, après que la dernière contribution au Mécanisme de relance a été confirmée, le FIDA a lancé le deuxième cycle de

financement dans le but d'allouer le montant de 53 millions d'USD provenant des contributions des donateurs.

5. Le mécanisme d'allocation utilisé pour le premier cycle a également été employé pour ce deuxième cycle, et a donné lieu à l'attribution de 41,7 millions d'USD au groupe de projets propres à un pays dans les 59 mêmes pays admissibles, et de 7,4 millions d'USD au groupe des projets visant plusieurs pays¹. Les équipes de pays chargées de projets propres à un pays ont été encouragées à utiliser les fonds qui leur ont été attribués dans le cadre du deuxième cycle pour compléter le financement des projets relevant du Mécanisme de relance approuvés durant le premier cycle de manière à optimiser leur impact en réalisant un gain de temps et en évitant les frais de démarrage. De nombreux projets affichant un déficit de financement avaient été approuvés pour le premier cycle de financement en prévision de l'affectation de ces ressources supplémentaires. Afin de faciliter l'apport d'un complément de ressources aux projets actuellement menés dans le cadre du Mécanisme de relance, le FIDA a mis en place une procédure simplifiée d'approbation des financements supplémentaires, qui assure un traitement rapide tout en donnant lieu à un examen suffisamment rigoureux.
6. Le FIDA a lancé un appel à propositions en décembre 2020 pour le groupe de projets visant plusieurs pays, et a reçu neuf propositions. Ces dernières ont été examinées par le groupe de travail du Mécanisme de relance, lequel a soumis ses recommandations au Vice-Président adjoint du Département de la gestion des programmes et à la Vice-Présidente adjointe du Département de la stratégie et des savoirs qui, en collaboration avec le Vice-Président, ont décidé de soumettre cinq propositions à un examen indépendant. Ce dernier vient d'être achevé, et la direction s'attend à ce que les propositions soient approuvées d'ici à la mi-mars 2021. Les informations détaillées concernant les propositions approuvées seront incluses dans l'additif au présent rapport qui sera présenté peu de temps avant la session du Conseil.

C. Financements approuvés à ce jour

7. Depuis le lancement du premier appel à propositions en juin 2020, 53 propositions d'une valeur globale de 36,6 millions d'USD ont été approuvées au titre du Mécanisme de relance ou sont en attente de leur approbation finale (voir les résumés de chaque proposition à l'annexe I). Quatre d'entre elles sont les propositions visant plusieurs pays (5,5 millions d'USD) décrites dans la mise à jour précédente, tandis que les 49 autres sont propres à un pays (31,1 millions d'USD).
8. Trois projets, concernant les Comores, le Kenya et le Mozambique, ont été approuvés depuis la dernière mise à jour, soumise lors de la cent trente et unième session du Conseil en décembre 2020. Si l'on considère ces approbations, seuls quatre pays n'ont pas encore utilisé les ressources qui leur ont été allouées dans le cadre du premier cycle de financement. Les allocations pour Kiribati et les Îles Salomon seront regroupées dans le cadre d'une proposition visant plusieurs pays dans la région Pacifique, qui a déjà fait l'objet d'un examen indépendant et est actuellement révisée en vue de sa soumission pour approbation définitive. Une proposition concernant la Mauritanie, qui regroupe les allocations du premier et du deuxième cycle de financement pour ce pays, a également été examinée et fait l'objet de dernières révisions. Les débats sur la meilleure manière d'utiliser l'allocation à l'Iraq se poursuivent, et une décision sera prochainement prise.
9. Depuis la mise à jour de décembre, les actions menées ont principalement consisté à créer une réserve de propositions, laquelle devrait être approuvée au cours des prochaines semaines. Cette réserve comprend les cinq propositions visant plusieurs pays mentionnées au paragraphe 6, qui portent sur un montant de 7,9 millions d'USD. Elle comprend également des demandes de complément de financement à

¹ Ces montants sont minorés de la commission de gestion de 7% qui s'applique à toutes les contributions.

hauteur de 10,3 millions d'USD pour 16 projets en cours propres à un pays relevant du Mécanisme de relance qui sont actuellement soumis à un examen indépendant, et des demandes de financement de 2,1 millions d'USD pour deux nouveaux projets propres à un pays qui font aussi l'objet de dernières révisions, après leur examen indépendant. La réserve se chiffre, au total, à 20,3 millions d'USD, ce qui porte le montant global des financements approuvés à 56,9 millions d'USD. Les équipes de pays continueront de soumettre des propositions de nouveaux projets et des demandes de complément de financement, de sorte que le montant total de 93 millions d'USD devrait être engagé au plus tard à la fin de juin 2021. Le tableau 2 ci-après indique le calendrier provisoire des derniers engagements.

Tableau 2

Calendrier provisoire des derniers engagements au titre du Mécanisme de relance

	Février-mars 2021	Avril 2021	Mai 2021	Juin 2021
Nouveaux engagements	20,3	15	15	6,1
Total mobile	56,9	71,9	86,9	93,0

10. Les financements obtenus auprès d'autres sources – notamment les partenaires d'exécution, les pouvoirs publics et les bénéficiaires – représentent 8 millions d'USD supplémentaires pour les propositions approuvées, ce qui donne un ratio de cofinancement de 22%. Les gouvernements des pays bénéficiaires sont les principales sources de cofinancement². Le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) cofinancent toutefois des projets du Mécanisme de relance à Djibouti et à Sao Tomé-et-Principe, et la FAO cofinance aussi un autre projet du Mécanisme en Afghanistan. La FAO intervient par ailleurs en tant que partenaire d'exécution dans un projet au Pakistan de transferts monétaires numériques visant à améliorer l'accès aux intrants, et dans un projet en Afghanistan favorisant l'accès des agriculteurs et des éleveurs à des intrants. Dans le cadre d'un projet en réserve en Zambie, le FIDA collaborera avec le PAM à la création d'un indice pour l'assurance du bétail.
11. Le tableau 3 ci-après indique la répartition des fonds approuvés au titre du Mécanisme de relance par région et par catégorie de revenu. Les financements approuvés ciblent essentiellement des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure; environ 17,4 millions d'USD (48%) sont alloués à des pays en situation de fragilité³.

Tableau 3

Financements approuvés au titre du Mécanisme de relance, par catégorie de revenu et par région
(en millions d'USD, sur un montant total de 36,6 millions d'USD)

Catégorie de revenu	Région
Faible revenu 18,0 (49%)	Asie et Pacifique 7,5 (20%)
Revenu intermédiaire de la tranche inférieure 16,8 (46%)	Afrique orientale et australe 11,8 (32%)
Revenu intermédiaire de la tranche supérieure 1,8 (5%)	Amérique latine et Caraïbes 2,3 (6%)
	Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe 3,1 (9%)
	Afrique de l'Ouest et du Centre 11,9 (33%)

12. Un montant de 15,7 millions d'USD (43%) provenant des 36,6 millions d'USD approuvés ou en attente d'approbation a été affecté de manière à répondre aux

² Notamment les gouvernements des pays suivants: Burundi, Cambodge, Congo, État de Palestine, Gabon, Libéria, Madagascar, Malawi, Ouganda, République démocratique du Congo, Sénégal, Soudan et Tchad.

³ Sur la base de la liste des pays en situation de fragilité touchés par un conflit établie par la Banque mondiale pour 2021, voir <http://pubdocs.worldbank.org/en/888211594267968803/FCSList-FY21.pdf>.

besoins pressants d'intrants des agriculteurs pour les prochaines périodes de semis. Un montant de 8,6 millions d'USD (24%) a été spécialement affecté à l'amélioration de l'accès aux marchés, notamment sous forme de soutien à l'entreposage et au transport, tandis qu'un montant de 3,8 millions d'USD (10%) est destiné aux financements ruraux. Un montant de 8,5 millions d'USD (23%) a été alloué aux services numériques, notamment pour appuyer les formations en ligne, la fourniture de conseils et les transferts monétaires au moyen d'applications pour téléphone mobile.

D. Résultats actuels et attendus des projets approuvés et en réserve

Décaissement de fonds pour des projets au titre du Mécanisme de relance

13. À ce jour, un montant de 12,2 millions d'USD, soit 33% du montant total approuvé, a été décaissé par l'intermédiaire du Mécanisme de relance. À titre de référence, le Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement a pour l'instant décaissé 2,6 millions d'USD, soit 4% du montant de 70,1 millions d'USD approuvé jusqu'à présent⁴. Le rythme des décaissements au titre du Mécanisme de relance est plus lent que prévu – essentiellement par suite de retards survenus dans la finalisation des accords de financement lorsque les négociations avec les homologues gouvernementaux ont duré plus longtemps que prévu – mais le FIDA s'attend à ce que ce rythme s'accélère au cours des prochains mois. Un grand nombre de projets ont été approuvés en peu de temps à la fin de 2020, ce qui devrait accroître les décaissements dès que ceux concernant ces nouvelles opérations pourront commencer. À ce stade, des accords de financement ont été signés pour 18 projets, qui portent sur un montant total de 10,1 millions d'USD. Ces projets se préparent maintenant à faire l'objet de décaissements, et les fonds devraient être prochainement libérés. Le montant de 7,9 millions d'USD qui sera bientôt approuvé pour les cinq initiatives couvrant plusieurs pays devrait de surcroît être versé rapidement, parce que ces projets sont de plus grande taille et donnent lieu à des décaissements plus volumineux. Le FIDA suit à présent un processus simplifié pour mettre au point les accords de financement avec les gouvernements, ce qui permettra de conclure rapidement les derniers accords. Le rythme des décaissements devrait aussi s'accélérer à l'avenir parce que la majeure partie des ressources du deuxième cycle servira à compléter les fonds attribués à des projets en cours, et sera de ce fait décaissée plus rapidement grâce au temps économisé sur le démarrage des projets.

Bénéficiaires et impacts prévus

14. Bien que la mise en œuvre des projets approuvés au titre du Mécanisme de relance soit bien avancée (voir encadré 1), il est encore trop tôt pour présenter un rapport sur les résultats. La direction estime toutefois, sur la base des cibles fixées dans les 53 propositions approuvées, que les projets profiteront à environ 3 millions de ménages. Toutes les propositions respecteront les cibles fixées pour la composition des bénéficiaires, à savoir 50% de femmes et 25% de jeunes. Une fois que la totalité du montant de 93 millions d'USD aura été décaissée, les activités du FIDA bénéficieront à quelque 7,6 millions de ménages.
15. Bien que les projets soient censés cibler au moins autant de femmes que d'hommes, plusieurs projets approuvés devraient avoir un impact plus fort sur les femmes et sur les jeunes, supérieur aux indicateurs de base du cadre de mesure des résultats du Mécanisme de relance. Par exemple, le projet qui vient d'être approuvé pour les Comores devrait avoir des effets particuliers sur les femmes et les jeunes, car il vise principalement à fournir un appui axé sur la production et l'accès aux marchés aux ménages dirigés par une femme, et s'emploie, par

⁴ Voir le portail du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies (<http://mptf.undp.org/>). Données téléchargées le 24 février 2021.

l'intermédiaire de groupes de femmes et de jeunes, à améliorer la sensibilisation et la participation. Le projet ciblera les personnes touchées par la pandémie en élargissant les mesures de soutien liées à la COVID-19 dans la production de cultures de base – qui incombe de manière disproportionnée aux femmes – et en les aidant à diversifier leurs activités en faveur de cultures moins touchées par la COVID-19. Cet appui couvrira les intrants (en particulier les semences améliorées et des technologies qui permettent de réduire les besoins en main-d'œuvre et de gagner du temps), et la remise en état des marchés locaux, des entrepôts et de l'infrastructure des transports de manière à remédier aux restrictions imposées aux déplacements par la pandémie.

Encadré 1

Résultats du projet du Mécanisme de relance mené avec Precision Agriculture for Development

En juin 2020, un montant de 1,5 million d'USD provenant du Mécanisme de relance (plus 500 000 USD émanant du programme ordinaire de dons) a été affecté au financement d'une initiative menée au Kenya, au Nigéria et au Pakistan en collaboration avec Precision Agriculture for Development (PAD), une organisation non gouvernementale (ONG) créée, entre autres, par Michael Kremer, lauréat du prix Nobel d'économie. Ce projet, qui est devenu l'une des premières initiatives phares financées par le Mécanisme de relance, se distingue par son caractère innovant et par la constitution d'un partenariat prometteur avec une ONG. Il recèle un potentiel considérable pour ce qui est d'aider à surmonter les obstacles engendrés par la COVID-19 et de générer des avantages à long terme à l'appui de moyens d'existence modernes dans les zones rurales. Jusqu'à présent, un montant de 1,8 million d'USD (90% du montant total du don) a été décaissé, ce qui a permis au projet de faire bénéficier environ 1,4 million d'agriculteurs de services de conseils agricoles numériques au cours des six premiers mois, et devrait faire profiter de ces services 300 000 agriculteurs de plus jusqu'à la fin du projet.

Au Kenya, quelque 108 000 nouveaux utilisateurs ont été inscrits sur la plateforme de conseil agricole numérique utilisant des SMS de PAD, ce qui porte à 467 000 le nombre d'exploitants inscrits. Grâce à cette plateforme, PAD a déjà diffusé aux exploitants 1,7 million de messages de conseil portant sur 10 types de cultures. Le projet a également formulé de nouveaux conseils concernant les bulbes d'oignons, le compostage, le paillage et le légionnaire d'automne, ainsi que des outils d'appui à la décision pour la sélection de semences, l'un pour les exploitants et l'autre pour les négociants. L'équipe a également collaboré avec les administrations locales dans le cadre du projet pour élargir la portée de la plateforme aux agriculteurs de différents endroits.

Au Pakistan, le projet a permis un appui à 1,1 million d'utilisateurs en leur fournissant des informations sur diverses cultures, et continue d'adapter ses services. Pour que l'adaptation de l'appui consultatif fourni dans le cadre du projet soit facilitée, PAD a récemment mené un sondage auprès de 2 500 agriculteurs sur leurs besoins, afin de déterminer en temps réel les perturbations des marchés et autres difficultés particulières dues à la COVID-19.

Au Nigéria, ce service, qui vient d'inscrire ses 8 000 premiers utilisateurs, débute. Une centaine de messages audio ont été formulés et enregistrés, et seront transmis aux utilisateurs (ou communiqués au moyen d'une ligne téléphonique spéciale). Ces messages fournissent des conseils agronomiques adaptés aux problèmes locaux dus à la COVID-19, portant en particulier sur la production d'oignons et de tomates, deux cultures essentielles pour la saison actuelle. Les messages ont été enregistrés dans les langues locales de la région Nord du Nigéria.

L'un des objectifs, pour le reste de la période couverte par le projet, consistera à promouvoir des liens étroits avec les interventions du FIDA de manière à assurer la pérennité des impacts et à établir les bases d'une meilleure intégration des services de conseils numériques dans le portefeuille plus général du Fonds. Malgré ses nombreux effets préjudiciables, la pandémie de COVID-19 a été l'occasion, étant donné la nécessité d'améliorer la connectivité des régions isolées, d'accélérer la couverture et l'adoption des services numériques dans les zones rurales, ce qui devrait profiter au groupe cible du FIDA bien après la fin de la crise. Bien que le projet de PAD et d'autres initiatives prévues ou mises en œuvre s'inscrivent dans le cadre de la Stratégie du FIDA relative aux technologies de l'information et des communications au service du développement, le Fonds s'emploie à promouvoir ce type de partenariat et à recenser rigoureusement et exploiter les leçons qui peuvent en être tirées.

E. Réorientation des fonds destinés aux projets

16. Les équipes de pays du FIDA, en collaboration avec les autorités publiques, continuent de rechercher des possibilités de réorienter les ressources attribuées à des projets d'investissement en cours financés par le FIDA pour assurer un appui en rapport avec la COVID-19 aux bénéficiaires de ces projets. Lors de la soumission de la précédente mise à jour au Conseil, le FIDA avait approuvé la réorientation de 142 millions d'USD dans le cadre de 54 projets poursuivis dans 32 pays. Ces montants sont désormais passés à 171 millions d'USD pour 56 projets poursuivis dans 33 pays et, en ce qui concerne la réserve, à 64,5 millions d'USD pour 13 projets à réaliser dans 13 pays. Comme le montre la figure 1, les ressources réorientées continuent, pour l'essentiel, de soutenir l'accès à des intrants, aux marchés et à des services financiers, tandis qu'une faible proportion

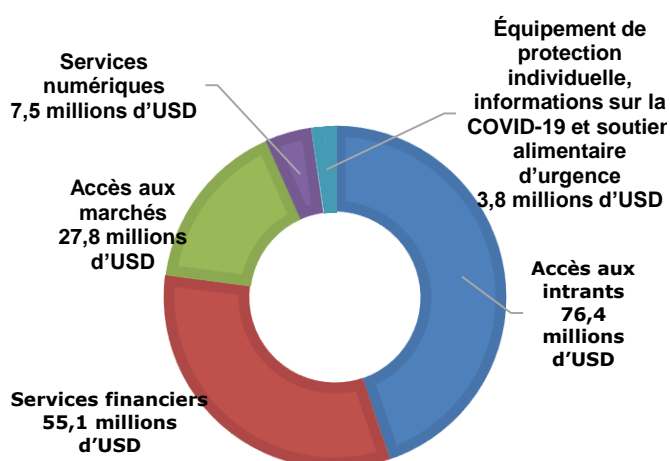
des fonds sert également à fournir des matériels et des informations pour la prévention de la COVID-19.

17. À titre d'exemple d'opération de réorientation récemment approuvée, citons le Projet d'appui à l'inclusion financière agricole et rurale au Burundi, dans le cadre duquel 2,2 millions d'USD ont été réaffectés à la fourniture d'un appui d'urgence aux moyens d'existence des bénéficiaires du projet, notamment sous forme de distribution de petits animaux d'élevage, de produits vétérinaires pour les porcins, de semences de légumes et de légumineuses et d'outils agricoles. En Géorgie, un montant de 1 million d'USD a récemment été réorienté dans le contexte du Projet relatif à la modernisation et à l'accès aux marchés de la production laitière afin d'élargir temporairement la couverture du projet en incluant trois régions dans lesquelles les moyens d'existence des populations rurales ont été particulièrement touchés par la COVID-19. En Argentine, 7 millions d'USD ont récemment été réorientés dans le cadre du Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du Nord de l'Argentine dans l'économie pour assurer un appui ciblé aux femmes des zones rurales, en particulier aux victimes d'actes de violence de genre (qui sont devenus plus nombreux durant la pandémie). Cet appui aidera les femmes rurales à obtenir un accès à de nouvelles technologies et à mettre en place des unités de production agroécologiques. Ce programme a permis de consacrer des investissements supplémentaires à la promotion des activités économiques et de production alimentaire des femmes dans le contexte de la Stratégie nationale du Gouvernement en faveur des femmes rurales. Enfin, en Inde, un montant de 400 000 USD a été réorienté par l'intermédiaire du Programme post-tsunami de promotion de moyens de subsistance durable pour les communautés côtières du Tamil Nadu pour mettre en place un fonds de réduction de la vulnérabilité afin de procurer des ressources indispensables aux fédérations de groupes d'entraide et de pêcheurs.

Figure 1
Réorientation des montants des projets prévus et de la réserve par activité

Réorientations approuvées

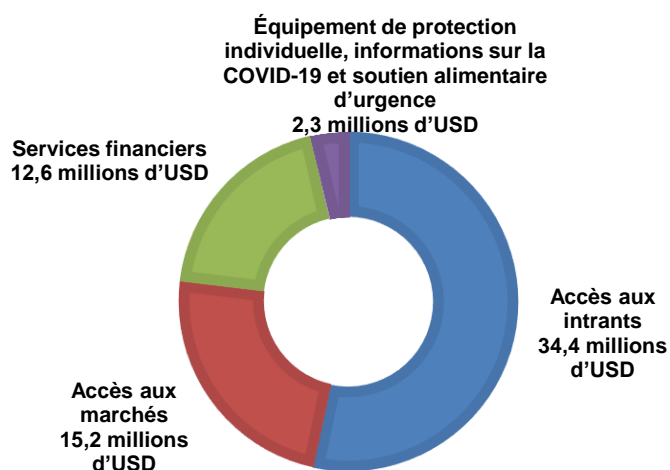
Pays: 33
Projets: 56
Montant total: 170,7 millions d'USD



Réserve

(discussions en cours avec les pouvoirs publics/en attente d'approbation)

Pays: 13
Projets: 13
Montant total: 64,5 millions d'USD



F. Participation au Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement

18. Le FIDA continue de travailler en étroite collaboration avec les pouvoirs publics, les équipes de pays des Nations Unies et les coordonnateurs résidents pour mettre en œuvre en temps utile des mesures cohérentes répondant à la demande. Il continue également d'étudier les possibilités de collaboration avec le Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement mis en place par les Nations Unies (ci-après, le Fonds d'affectation spéciale COVID-19), aussi bien en qualité de source de financements qu'en tant que bénéficiaire de dons. Depuis la mise à jour précédente, le FIDA poursuit, outre le projet approuvé pour les Fidji, les Palaos, Tonga et Vanuatu décrit dans cette dernière, deux autres projets approuvés dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale COVID-19. Au Brésil, le FIDA travaillera en partenariat avec la FAO, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le PAM à la mise en œuvre d'un projet en deux étapes qui, dans un premier temps, collectera des données détaillées sur la situation des femmes rurales, puis apportera un appui adapté portant sur les moyens d'existence; il lancera de même, au Viet Nam, une initiative conjointe avec l'ONUDI et ONU-Femmes pour renforcer les compétences et les capacités, promouvoir des conditions de travail offrant de bonnes conditions de sécurité face à la COVID-19, et appuyer la poursuite d'activités économiques modernes et numériques par les femmes et les jeunes touchés par la pandémie.
19. Le FIDA continue également de chercher à établir des liens entre le Fonds d'affectation spéciale COVID-19 et le Mécanisme de relance. Jusqu'à présent, la direction a approuvé le financement par l'intermédiaire du Mécanisme de relance d'un projet financé par le Fonds d'affectation spéciale COVID-19 réalisé par la FAO et par le PAM en Eswatani. Ce projet subventionnera l'acquisition d'intrants pour la production ainsi que les frais de transport jusqu'aux marchés, mettra au point des plateformes de commercialisation numériques, établira des liens entre les petits exploitants et les programmes d'alimentation scolaire, fournira des ressources aux vendeurs (sous forme de marchandises agricoles) et assurera une formation de sensibilisation à la COVID-19.

G. Appui aux politiques et aux analyses

20. Le FIDA fournit désormais un appui sur le plan des politiques et de l'analyse à 41 pays (voir les détails à l'annexe II). Ces analyses contribuent à éclairer les activités à l'intérieur comme à l'extérieur du FIDA, servent de base au dialogue avec les autorités nationales sur l'action à mener, donnent lieu à une série de publications et favorisent une étroite collaboration avec les autres organismes ayant leur siège à Rome, d'autres organismes des Nations Unies et la Banque mondiale.
21. Les études réalisées dans ce cadre depuis la dernière mise à jour comprennent un rapport établi en collaboration avec le Gouvernement du Honduras sur la réhabilitation du secteur agroalimentaire du pays pour atténuer les impacts de la COVID-19, qui contribuera fortement à éclairer les mesures que prend le pays pour faire face à la pandémie.
22. Le FIDA a également fourni un appui à d'autres publications, notamment:
 - i) **Bangladesh:** *Second Rapid Assessment of Food and Nutrition Security in the Context of COVID-19 in Bangladesh* (Deuxième évaluation rapide de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le contexte de la COVID-19 au Bangladesh);

- ii) **État plurinational de Bolivie:** *National Response and Rehabilitation Plan for the Agricultural Sector* (Plan national d'intervention et de réhabilitation pour le secteur agricole);
- iii) **Éthiopie:** *One UN Assessment: Socio-Economic Assessment of the Impact of COVID-19 in Ethiopia (Évaluation d'Unité d'action des Nations Unies: évaluation socioéconomique de l'impact de la COVID-19 en Éthiopie);*
- iv) **Fidji:** *Impact Survey of COVID-19 and Agriculture* (Sondage sur l'impact de la COVID-19 sur l'agriculture);
- v) **Iraq:** *Food Security in Iraq: Impact of COVID-19* (Sécurité alimentaire en Iraq: répercussions de la COVID-19);
- vi) **Jordanie:** *Jordan Food Security Update: Implications of COVID-19* (Informations actualisées sur la sécurité alimentaire en Jordanie: répercussions de la COVID-19);
- vii) **République démocratique populaire lao:** *Rapid Assessment of Food Security and Agriculture* (Évaluation rapide de la sécurité alimentaire et de l'agriculture).

Vue d'ensemble des propositions approuvées au titre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres

Résumé des projets approuvés à ce jour au titre du Mécanisme de relance

<i>Multipays</i>		
Asie et Pacifique (20 pays) ⁵	Pilier 1. Fournir des intrants agricoles et appuyer les activités de commercialisation dans le cadre de partenariats public-privé-producteurs négociés ou mis en place par des organisations paysannes.	2,0 millions d'USD
Afrique orientale et australe, et Afrique de l'Ouest et du Centre (22 pays) ⁶	Piliers 1 à 4. S'employer, par l'intermédiaire d'organisations paysannes, à adapter et à restaurer la production alimentaire en favorisant l'accès aux intrants, aux informations, aux marchés et aux liquidités, et en diffusant des informations sur les disponibilités alimentaires et la sécurité sanitaire des aliments.	1,5 million d'USD (plus 2,2 millions d'USD de cofinancement)
État plurinational de Bolivie, Guatemala, Haïti, Honduras, Pérou (projet autonome mis en œuvre par l'ONG Agriterria)	Pilier 4. Créer une large panoplie de services numériques, accompagnée d'une gamme d'activités comprenant l'offre de matériel et de formations connexes, la mise en relation des organisations de producteurs avec les acheteurs du secteur privé et le renforcement de leurs capacités en matière de commerce en ligne, l'appui aux groupements souhaitant établir des procédures et des protocoles certifiés sur la biosécurité et la gestion des risques, et la mise à disposition de technologies numériques au profit des prestataires de services financiers locaux pour assurer la continuité de leurs opérations.	2,3 millions d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Kenya, Nigéria et Pakistan	Pilier 4. Donner des conseils agricoles personnalisés au moyen d'une application pour téléphone mobile, de manière à créer un canal d'information bidirectionnel permettant aux agriculteurs de recevoir à moindre coût des conseils pour améliorer leurs pratiques agricoles et leur accès aux marchés.	2,0 millions d'USD (plus 0,9 million d'USD de cofinancement)
<i>Pays</i>		
Afghanistan (projet autonome mis en œuvre par l'unité de gestion du Projet d'élevage et d'agriculture communautaires financé par le FIDA)	Piliers 1 et 2. Fournir des intrants, des moyens de production de base et un appui supplémentaire grâce aux unités vétérinaires de terrain, aux banques de fourrage et aux investissements actuellement menés par le FIDA dans les filières laitières.	0,9 million d'USD (plus 0,3 million d'USD de cofinancement)
Bangladesh (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la compétitivité de l'agriculture paysanne)	Pilier 1. Mener des activités à impact rapide consistant à fournir des intrants et à appuyer le renforcement des capacités d'exploitation de jardins potagers familiaux produisant des denrées à forte valeur ajoutée et riches en nutriments dans les zones côtières.	0,9 million d'USD
Bénin (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au développement agricole et à l'accès aux marchés)	Piliers 1 et 2. Appuyer les filières du riz en fournissant des intrants et des machines pour la production, des tricycles pour le transport des marchandises vers les marchés et des machines pour la transformation après récolte.	0,4 million d'USD
Burkina Faso (projet mis en œuvre dans le	Piliers 1, 2 et 4. Proposer des intrants à prix subventionnés (y compris des semences climatorésilientes), des équipements, des	0,7 million d'USD

⁵ Liste complète des pays: Bangladesh, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Mongolie, Myanmar, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République démocratique populaire lao, Samoa, Sri Lanka, Timor-Leste, Tonga, Vanuatu, Viet Nam.

⁶ Liste complète des pays: Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Djibouti, Eswatini, Kenya, Lesotho, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Soudan du Sud, Tchad, Tunisie.

cadre du Projet d'appui à la promotion des filières agricoles)	formations et des actions de vulgarisation pour les services d'information numérique relatifs aux périmètres maraîchers pendant la saison sèche. Créer une plateforme de commercialisation numérique et un centre d'appels consacré à l'information sur les marchés, et promouvoir l'établissement de partenariats dans les filières maraîchères.	
Burundi (projet mis en œuvre dans le cadre de la deuxième phase du Programme de développement des filières)	Piliers 1 et 2. Fournir des trousseaux agricoles contenant des semences hybrides, des engrais et des produits phytosanitaires au cours des deux prochaines saisons; dispenser des formations sur les pratiques de production; transmettre des informations météorologiques et commerciales.	0,7 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Cambodge (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de services agricoles pour l'innovation, la résilience et la vulgarisation)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des intrants, dispenser des cours de formation en ligne et accélérer l'actuelle mise en service d'une application pour téléphone mobile multifonction destinée aux petits exploitants.	0,5 million d'USD (plus 0,2 million d'USD de cofinancement et 0,5 million d'USD au titre du programme ordinaire de dons)
Cameroun (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des intrants, des machines et une assistance technique pour la production agricole et animale. Améliorer l'accès aux marchés en créant des débouchés temporaires, en apportant un appui à l'entreposage, et en établissant des liens avec les acheteurs sur des plateformes numériques.	0,5 million d'USD
Comores (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la productivité et à la résilience des exploitations agricoles familiales)*	Piliers 1 et 2. Proposer des intrants et des activités de formation, en partenariat avec des établissements de recherche locaux, afin d'améliorer la rotation des cultures et d'encourager le recours à des variétés améliorées. En outre, rénover une sélection d'infrastructures de marché pour le stockage, la vente et le transport dans les zones rurales et périurbaines.	0,3 million d'USD
Congo (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de développement de la pêche et de l'aquaculture continentales)	Pilier 1. Intervenir par l'intermédiaire des organisations de producteurs pour appuyer les secteurs de la production végétale, animale et aquacole, en proposant des intrants (y compris des semences maraîchères climatorésilientes, des alevins, des poussins, des aliments pour animaux et des produits vétérinaires), des logiciels d'analyse météorologique climatiquement rationnels, et une formation aux pratiques adaptées de production.	0,4 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Côte d'Ivoire (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme d'appui au développement des filières agricoles)	Piliers 1 et 2. Fournir du matériel pour la production et les activités après récolte, y compris des minitracteurs, et un appui au transport pour les organisations de producteurs de riz. Fournir également des intrants pour l'élevage, et mener une vaste campagne de vaccination.	0,6 million d'USD
Djibouti (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de gestion des eaux et des sols)	Pilier 1. Fournir divers intrants aux cultivateurs, éleveurs et pisciculteurs, dont des semences (semences fourragères pour la régénération du couvert végétal et semences maraîchères pour la culture potagère), des engrais et des produits phytosanitaires, des blocs à lécher pour les animaux d'élevage, des produits vétérinaires et des filets de pêche.	0,2 million d'USD
Érythrée (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet national de développement de l'agriculture)	Piliers 1 et 2. Distribuer des semences et du matériel, dont des pompes à eau pour l'irrigation, fournir des intrants pour l'élevage et organiser des formations sur les pratiques adaptées de production. Appuyer la commercialisation des produits en mettant à disposition des sacs d'entreposage, des bidons à lait et une assistance en matière de transport.	0,4 million d'USD
Eswatini (projet autonome mis en œuvre par la FAO)	Piliers 1 et 2. Fournir un cofinancement à un projet FAO-PAM financé par le Fonds d'affectation spéciale COVID-19 et le Mécanisme de relance. Le projet fournira des intrants, favorisera les liens avec	0,3 million d'USD (plus 0,2 million

	les marchés, subventionnera les frais de transport ainsi que l'apport de ressources aux vendeurs et encouragera la sensibilisation à la COVID-19.	d'USD de cofinancement)
État de Palestine (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de gestion résiliente des terres et des ressources)	Piliers 1 et 2. Distribuer des semences et des engrais aux petits producteurs, et appuyer le regroupement des produits agricoles et l'établissement de liens entre les agriculteurs et les acheteurs.	0,3 million d'USD (plus 27 000 USD de cofinancement)
Éthiopie (projet mis en œuvre dans le cadre de la deuxième phase du Programme de développement participatif de la petite irrigation)	Piliers 1, 2 et 3. Apporter un vaste soutien, notamment des coupons permettant d'obtenir des intrants, des dispositifs « travail contre rémunération », une aide à l'entreposage et au transport de marchandises, ainsi que la fourniture de matériel de protection et l'organisation d'activités de sensibilisation.	1,0 million d'USD
Gabon (projet mis en œuvre dans le cadre de la deuxième phase du Projet de développement agricole et rural)	Pilier 1. Appuyer les coopératives de production de volaille et les éleveurs de porcs et de moutons en leur fournissant des intrants (y compris des aliments pour animaux, des bâtiments d'élevage et d'autres équipements) et les former aux pratiques adaptées de production et à la gestion financière.	0,2 million d'USD (plus 49 000 USD de cofinancement)
Gambie (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet « Des organisations résilientes en faveur d'une agriculture paysanne porteuse de transformation »)	Piliers 1 à 4. Cibler en priorité les femmes et les jeunes travaillant dans les jardins potagers, fournir des intrants pour la production végétale et animale et assurer des transferts monétaires numériques; appuyer le transport des produits jusqu'aux marchés dans des conditions adéquates de sécurité et d'hygiène, et fournir du matériel pour assurer la continuité des opérations de tous les acteurs du marché. Établir une application de téléphonie mobile polyvalente pour les informations commerciales, la formation et d'autres usages.	0,3 million d'USD
Guinée (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet visant l'agriculture familiale, la résilience et les marchés en Haute et Moyenne Guinée)	Piliers 1 à 3. Par l'intermédiaire des organisations paysannes, fournir des kits de production en partenariat avec des fournisseurs privés, ainsi que du matériel de production et de protection, une assistance technique et des formations sur les pratiques adaptées de production et la commercialisation, et des informations sur le marché. Fournir du matériel de transport et injecter des fonds au profit des prestataires de services financiers locaux.	0,5 million d'USD
Guinée-Bissau (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au développement économique des régions du Sud)	Piliers 1 et 2. Fournir des intrants, une assistance technique, des formations, du matériel de protection et des kits d'hygiène, et créer des émissions de radio nationales pour diffuser des informations sur les prix pratiqués sur les marchés, ainsi que sur l'état de l'offre et de la demande dans certaines filières.	0,4 million d'USD
Kenya (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des coopératives)*	Piliers 1, 2 et 4. Fournir, notamment aux producteurs de pommes de terre, des coupons électroniques pour l'accès aux intrants, des formations sur les pratiques adaptées de production, et des informations numériques sur la météorologie et les techniques d'amélioration de la production. Par ailleurs, faciliter la commercialisation groupée, fournir un appui au stockage et connecter les agriculteurs aux plateformes de marché numériques.	0,8 million d'USD (plus 0,7 million d'USD de cofinancement)
Lesotho (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture et l'Association nationale des producteurs de laine et de mohair du Lesotho)	Pilier 1. Fournir des intrants aux producteurs de laine et de mohair, en particulier des intrants de production pour nourrir les animaux et, ce faisant, maintenir la taille et la qualité du troupeau.	0,3 million d'USD (plus 0,8 million d'USD de cofinancement)
Liban (projet autonome mis en	Pilier 1. Fournir des intrants aux producteurs en serre, notamment des feuilles de plastique permettant de collecter l'eau de pluie.	0,2 million d'USD

œuvre dans le cadre du Projet d'agriculture intelligente face aux changements climatiques: renforcement des capacités d'adaptation des communautés rurales libanaises, financé par le Fonds pour l'adaptation et supervisé par le FIDA)		
Libéria (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'élargissement de l'arboriculture)	Pilier 1. Fournir des intrants, du matériel et assurer une formation pour la production de riz, de manioc et de légumes.	0,5 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Madagascar (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche)	Piliers 2 et 4. Améliorer les installations d'entreposage et de commercialisation après récolte, mettre en place un fonds renouvelable à l'intention des organisations paysannes afin de permettre les ventes collectives dans les zones urbaines et périurbaines, et établir une plateforme numérique d'information sur les prix et les possibilités commerciales.	0,8 million d'USD (plus 0,6 million d'USD de cofinancement)
Malawi (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de production agricole durable)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des intrants agricoles en collaboration avec un fournisseur privé; proposer à l'administration un appui et des services de vulgarisation en ligne concernant la certification des semences produites par les organisations paysannes à l'aide d'un système numérique permettant d'accroître l'efficacité. Fournir des informations sur le marché, et contribuer à la recherche de débouchés pour les plantes cultivées et au transport des produits jusqu'aux marchés, ainsi qu'au rassemblement des acteurs. Exécuter un programme de transmission d'animaux d'élevage.	0,6 million d'USD (plus 69 000 USD de cofinancement)
Mali (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de formation professionnelle, d'insertion et d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux)	Piliers 1 à 4. Apporter un appui aux jeunes travaillant dans des petites et moyennes entreprises, notamment en subventionnant le coût du rééchelonnement des paiements d'intérêts au titre des prêts accordés par des institutions de microfinance et en fournissant l'équivalent de trois mois d'intrants. Fournir des informations sur le marché en encourageant les réseaux de praticiens et en partageant des informations sur les possibilités de commercialisation ainsi que des conseils techniques via WhatsApp.	0,4 million d'USD
Mozambique (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de développement de filières agroalimentaires inclusives)	Piliers 1 à 4. Fournir une série de moyens d'appui: intrants nutritionnellement riches, éducation à la nutrition, kits sanitaires pour la commercialisation, données météorologiques et commerciales, matériel de stockage, nouveaux pôles de regroupement, assistance technique aux organisations paysannes pour élaborer des plans d'entreprise et accéder aux financements. Appuyer l'accès aux services d'information numériques.	0,8 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Myanmar (projet autonome mis en œuvre par le Centre for Economic and Social Development)	Pilier 4. Inscire les bénéficiaires en ligne pour assurer leur accès à toute une gamme de services numériques. Fournir également une formation aux technologies numériques; élargir la couverture des services Internet et l'accès aux services financiers mobiles; et aider à renforcer les cadres réglementaires, incitatifs et commerciaux dans le but d'appuyer une transformation numérique inscrite dans la durée.	0,6 million d'USD (plus 40 000 USD de cofinancement)
Népal (projet autonome mis en œuvre par Agriculture Development Bank Limited)	Piliers 3 et 4. Aider les banques locales à élargir la portée de leurs services numériques en déployant une nouvelle application associant une carte de crédit et un téléphone mobile et permettant des transferts d'argent et d'informations, et en mettant en place un traitement automatisé des prêts.	0,5 million d'USD (plus 0,3 million d'USD de cofinancement)
Niger (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de	Piliers 1 et 2. Fournir des intrants, notamment des semences et du matériel pour le pompage de l'eau, ainsi que du matériel de traitement et de conservation des produits agricoles.	0,7 million d'USD

développement de l'agriculture familiale dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder)		
Nigéria (projet mis en œuvre par l'intermédiaire du Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane)	Pilier 1. Livrer, par l'intermédiaire d'organisations paysannes, des kits contenant des intrants et des produits adaptés, notamment des semences résilientes face aux aléas climatiques, à haut rendement, à germination rapide et hautement nutritives.	0,9 million d'USD (plus 1,3 million d'USD de fonds réaffectés à partir du Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane)
Ouganda (projet autonome mis en œuvre par l'unité de gestion du Projet en faveur de l'accès aux services financiers des populations rurales qui en sont habituellement exclues)	Piliers 3 et 4. Soutenir les groupes d'épargne et de crédit locaux en leur accordant des dons monétaires associés à un appui au renforcement des capacités de gestion, ainsi que des services de vulgarisation portant sur les technologies numériques (y compris les coûts liés à Internet).	1,0 million d'USD (plus 53 000 USD de cofinancement)
Pakistan (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de la sécurité alimentaire nationale et de la recherche)	Piliers 1, 3 et 4. Transferts monétaires pour l'achat d'intrants, au moyen de portefeuilles électroniques programmés pour assurer exclusivement l'achat d'intrants auprès de fournisseurs sélectionnés.	1,1 million d'USD
Papouasie-Nouvelle-Guinée (projet autonome mis en œuvre par l'Agence de développement des produits frais et le Ministère de l'agriculture et de l'élevage)	Piliers 1, 3 et 4. Fournir des intrants gratuits à la ferme, prendre en charge la contribution de 10% requise pour l'accès aux prêts concédés dans le cadre du Projet de marchés pour les paysans villageois, en cours d'exécution, mettre à la disposition des opérateurs de transport locaux des fonds de roulement pour assurer la continuité du service et faciliter l'accès à une plateforme numérique consacrée aux prix du marché.	0,4 million d'USD
République arabe syrienne (modalités d'exécution à confirmer)*	Pilier 1. Fournir des brebis gestantes et des aliments pour le bétail, ainsi que des semences, et d'autres intrants et outils agricoles essentiels	0,6 million d'USD (plus 40 000 USD de cofinancement)
République centrafricaine (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de relance de la production agropastorale dans les savanes)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des kits agricoles aux agriculteurs et des lots d'animaux (petits ruminants) aux agropasteurs, et fournir une aide à la location de tracteurs. En outre, aider les groupements d'agriculteurs à participer à la production collective et organiser des formations en ligne sur les pratiques adaptées de production.	0,6 million d'USD (plus 0,2 million d'USD de cofinancement)
République démocratique du Congo (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au secteur agricole dans la Province du Nord-Kivu)	Piliers 1 et 2. Fournir, par l'intermédiaire d'organisations paysannes, des intrants et une formation portant sur des pratiques adaptées de production. Soutenir l'accès aux marchés en assurant des moyens de transport et en améliorant les systèmes d'information sur les prix et les marchés.	1,2 million d'USD (plus 0,2 million d'USD de cofinancement)

République-Unie de Tanzanie (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture)*	Piliers 1, 2 et 4. Appuyer les réunions de planification d'avant saison des organisations paysannes pour déterminer les besoins en matière d'intrants et les objectifs de commercialisation pour la saison. Appuyer également l'achat de maïs par les pouvoirs publics auprès des petits paysans, établir des liens entre les organisations paysannes et les acheteurs et créer une application de téléphonie mobile pour la fourniture d'informations sur les marchés, les ventes et les formations.	0,9 million d'USD
Rwanda (projet autonome mis en œuvre par l'Office rwandais de développement de l'agriculture et des ressources animales)	Piliers 1 et 2. Fournir des semences de maïs, de haricots et de pommes de terre ainsi que des engrais, et appuyer l'accès au marché en garantissant l'achat de céréales et la disponibilité d'installations d'entreposage.	0,6 million d'USD
Sao Tomé-et-Principe (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la commercialisation, à la productivité agricole et à la nutrition)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des intrants pour les activités de production et les activités après récolte et assurer des formations portant sur la production végétale, animale et piscicole ainsi qu'un appui à la commercialisation et au commerce en ligne.	0,2 million d'USD (plus 0,3 million d'USD de cofinancement)
Sénégal [projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à l'insertion des jeunes ruraux agripreneurs (Agri-jeunes <i>Tekki Ndawñi</i>)]	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des intrants à prix subventionnés et des petits outillages aux producteurs de pommes de terre et de melons, et renforcer les capacités des groupements de producteurs, et leur apporter un appui consultatif concernant les pratiques adaptées de production horticole et les modalités d'accès aux services numériques pour obtenir des informations sur le marché et les fournisseurs d'intrants.	0,5 million d'USD (plus 0,5 million d'USD de cofinancement)
Sierra Leone (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de développement des filières agricoles)	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des intrants (y compris des semences à cycle court et à haut rendement) et des équipements nécessaires à la préparation des sols; appuyer l'amélioration des centres de collecte, et créer une plateforme numérique qui fera office de référentiel de vulgarisation et d'informations sur le marché.	0,5 million d'USD
Somalie (projet autonome mis en œuvre par l'Institut somalien pour le développement et la résilience)	Piliers 1 et 2. Fournir des intrants et des petits outillages pour la production végétale, animale et piscicole, ainsi que du matériel et des formations dans le but de réduire les pertes après récolte et d'ajouter de la valeur. Organiser des opérations d'achat local auprès de groupes de petits exploitants.	0,6 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Soudan (projet autonome mis en œuvre par le Ministère fédéral de l'agriculture et des ressources naturelles)	Piliers 1 à 3. Fournir aux petits exploitants des intrants pour leur production, notamment des semences de légumes pouvant être utilisées par les femmes dans les jardins potagers, ainsi que des formations portant sur une production adaptée, les pratiques après récolte et la gestion financière. Fournir des sacs hermétiques pour l'entreposage, apporter un appui aux centres de collecte et diffuser des informations sur la production et les marchés par SMS et par la radio. Injecter des ressources financières dans les prestataires de services financiers locaux de manière à accroître l'accès au crédit et les possibilités d'envoyer et de recevoir des fonds.	0,7 million d'USD (plus 32 000 USD de cofinancement)
Soudan du Sud (projet autonome mis en œuvre par la FAO)*	Piliers 1 et 2. Fournir des semences, des filets de pêche et des matériels et installations après récolte (batteuses, silos, sacs hermétiques, matériels d'entreposage, installations de réfrigération, etc.) et assurer des formations portant sur les technologies de production et les méthodes de manutention après récolte (cultures ciblées: mil, blé, sorgho, sésame, maïs, arachides et légumes).	0,7 million d'USD
Tchad (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet de renforcement de la productivité des exploitations agropastorales)	Piliers 1 et 2. Fournir des intrants, une formation et du matériel aux agriculteurs, aux producteurs de semences, aux éleveurs et aux jeunes entrepreneurs intervenant dans des filières déterminées. Fournir aussi un appui logistique au transport des produits agricoles vers les plateformes de regroupement et les marchés; un soutien à l'organisation de ventes groupées; des	0,8 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)

familiales et résilience)	données et formations techniques visant à améliorer les capacités de stockage, de conditionnement et de commercialisation.	
Togo (projet mis en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques)	Pilier 1. Fournir un appui aux maraîchers sous forme d'intrants (notamment de kits d'irrigation) et de formations.	0,5 million d'USD
Yémen (projet autonome mis en œuvre par le Fonds social de développement)	Pilier 1. Selon les besoins, fournir des intrants et des actifs à titre gracieux pour la production horticole et animale, tout en proposant des formations sur les pratiques adaptées de production.	0,8 million d'USD
Zambie (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme d'investissement renforcé en faveur de l'élevage paysan)*	Piliers 1, 2 et 4. Fournir des formations vétérinaires à distance, des messages relatifs à la COVID-19 ainsi que d'autres services vétérinaires. Créer une plateforme Web de surveillance et de partage d'informations axée sur la prévention des maladies du bétail, fournir des lots d'animaux d'élevage (lapins, poulets et chèvres), des forages équipés de pompes à énergie solaire pour le lavage des mains, ainsi que des cages à lapins. Appuyer la création d'un système d'assurance bétail indicelle.	0,6 million d'USD (plus 0,3 million d'USD de cofinancement)
Zimbabwe (projet mis en œuvre dans le cadre du Programme de relance de l'irrigation paysanne)	Piliers 1 et 2. Fournir des lots d'intrants à forte densité nutritionnelle, ainsi que des équipements de protection individuelle de base. Établir des liens entre les agriculteurs et les acheteurs et marchés fiables, et promouvoir l'adoption de technologies d'après récolte.	0,7 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)

* Ces projets ont été examinés et recommandés pour approbation finale.

Vue d'ensemble des activités d'appui aux politiques et aux analyses

Pays	Activités
Afrique du Sud	Évaluation des conséquences de la COVID-19 pour les ménages ruraux et les petits paysans, afin d'étayer les travaux du Gouvernement sud-africain et de l'équipe de pays des Nations Unies.
Bangladesh	En collaboration avec la FAO, deux séries d'évaluations rapides ont été menées au sujet des effets de la COVID-19 sur les systèmes alimentaires et agricoles à l'échelle nationale.
Bolivie (État plurinational de)	Réalisation d'un état des lieux des effets de la COVID-19 sur les systèmes agroalimentaires, à partir d'une segmentation sectorielle, pour concevoir une stratégie de relance du secteur agroalimentaire du pays à moyen et à long terme.
Bosnie-Herzégovine	En collaboration avec la FAO, une étude des effets de la COVID-19 sur le secteur agricole a été réalisée.
Bésil	Série d'études destinées à expérimenter des approches d'assistance technique à distance, l'inclusion numérique et la commercialisation durant la pandémie et à éclairer l'élaboration de politiques.
Burundi	Les organismes ayant leur siège à Rome (OSR) présents dans le pays ont mené une évaluation commune des effets de la pandémie de COVID-19 et formulé des recommandations.
Chine	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19.
Côte d'Ivoire	Analyse visant à déterminer les mesures à mettre en œuvre pour éviter que la COVID-19 exacerbe la crise du prix de la viande dans le pays.
Djibouti	Les OSR mèneront conjointement une étude et une analyse des effets de la COVID-19, à partir des données issues de projets du FIDA.
Égypte	Le FIDA, la FAO, le PAM, l'ONUUDI et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires ont mené une évaluation rapide des répercussions de la COVID-19 sur le secteur agricole. Par ailleurs, participation à plusieurs groupes nationaux chargés d'élaborer des mesures de riposte à la COVID-19 et contribution à plusieurs autres analyses en cours.
Équateur	Réalisation d'une étude en collaboration avec le Gouvernement équatorien sur l'impact de la COVID-19 sur le marché du travail rural.
Érythrée	La FAO et le FIDA ont apporté un appui à l'équipe de pays des Nations Unies concernant l'évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19 en Érythrée.
Éthiopie	Le FIDA a collaboré avec la FAO, le PAM, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans le cadre d'une analyse commune du pays qui enrichira la publication de l'Organisation des Nations Unies consacrée aux répercussions socioéconomiques de la COVID-19 en Éthiopie.
Fidji	Étude d'impact en collaboration avec le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) et le Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique (PIFON).
Guatemala	Pilotage de l'élaboration d'une note de synthèse intitulée « <i>Agriculture familiale et alimentation scolaire, une synergie efficace pour le développement local et un instrument utile face à la situation provoquée par la COVID-19 au Guatemala</i> ».
Guinée-Bissau	En collaboration avec la FAO, le PAM et le PNUD, rédaction de trois chapitres de l'évaluation, par l'Organisation des Nations Unies, des répercussions socioéconomiques de la COVID-19.
Honduras	Mener une étude en collaboration avec le Gouvernement du Honduras sur les moyens de réhabiliter le secteur agroalimentaire pour assurer son redressement après la pandémie.
Inde	En collaboration avec la FAO, évaluation des répercussions de la COVID-19 dans le contexte de l'après-confinement.
Iraq	En collaboration avec les OSR et la Banque mondiale, production d'une série de publications relatives aux conséquences de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire.
Jordanie	En collaboration avec les OSR et la Banque mondiale, production d'une série de publications relatives aux conséquences de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire.
Kenya	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19.
Lesotho	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19.

Maroc	En collaboration avec la FAO, préparation d'une étude économique des répercussions de la COVID-19 sur le secteur agricole.
Mozambique	Plusieurs études pour étayer l'élaboration d'interventions dans le domaine de l'accès aux marchés et de la production de poissons, de petits animaux et de volailles dans les zones rurales et périurbaines.
Myanmar	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, évaluation rapide des conséquences de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence.
Namibie	En collaboration avec le PAM, analyse visant à combler le déficit en nutriments destinée à étayer les analyses de pays de l'équipe de pays des Nations Unies et les mesures à prendre par les pouvoirs publics pour appuyer le secteur agricole et la réalisation des objectifs de développement nationaux.
Nigéria	En collaboration avec la FAO et le PAM, évaluation rapide des conséquences de la COVID-19 sur les moyens d'existence agricoles, la sécurité alimentaire et la nutrition dans le pays.
Pérou	Réalisation d'un état des lieux des conséquences de la COVID-19 sur les systèmes agroalimentaires et la production, et formulation de recommandations à l'intention du Ministère de l'agriculture.
Philippines	En collaboration avec la FAO, le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, évaluation rapide des répercussions de la COVID-19 sur les moyens d'existence ruraux, les filières agricoles et la sécurité alimentaire.
Tadjikistan	En collaboration avec la FAO, réalisation d'une étude préalable au bilan commun de pays concernant le secteur rural, pour enrichir le bilan commun multisectoriel qui débouchera sur le nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable du pays.
République démocratique populaire lao	En collaboration avec la FAO et le PAM, évaluation rapide des conséquences de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence.
République-Unie de Tanzanie	Procéder à la synthèse des observations recueillies sur l'impact de la COVID-19 sur les systèmes agricoles et alimentaires, et produire une analyse utilisant les données sur les prix pour évaluer l'impact de la COVID-19 sur les marchés céréaliers.
Samoa	Étude d'impact fondée sur les données, en collaboration avec le CTA, le PIFON, le Bureau des statistiques du Samoa et la FAO.
Soudan du Sud	Évaluation rapide des conséquences de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et l'agriculture.
Tonga	Étude visant à évaluer la vulnérabilité de l'approvisionnement en produits alimentaires et en semences du groupe cible du Projet d'innovation rurale aux Tonga – Phase II.
Tunisie	Deux études en collaboration avec la FAO, le PAM et la Banque mondiale sur les conséquences de la COVID-19 pour les petits producteurs et les filières agricoles stratégiques.
Turquie	En collaboration avec la FAO et le PNUD, évaluation des répercussions de la COVID-19 sur le secteur rural pour étayer une évaluation d'impact multisectorielle plus large menée par l'équipe de pays des Nations Unies.
Venezuela (République bolivarienne du)	Élaboration de notes d'orientation sur les politiques et les programmes à partir des directives de la FAO en matière de suivi, de prévision et d'évaluation, pour éclairer l'élaboration, par le Gouvernement vénézuélien et les partenaires de développement, d'interventions face à la COVID-19.
Viet Nam	En collaboration avec la Banque asiatique de développement, aide apportée à l'Institut de politique et de stratégie pour l'agriculture et le développement rural du Ministère de l'agriculture et du développement rural en vue de la réalisation d'un sondage national sur les conséquences de la COVID-19 pour les petits exploitants agricoles.
Région Pacifique (Fidji, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu)	Collaboration avec le PAM à l'analyse et à la cartographie de la vulnérabilité à l'aide de la téléphonie mobile, par un examen des outils techniques et la participation de groupes d'informateurs clés, en vue de remédier aux répercussions économiques à long terme de la COVID-19. Par ailleurs, en collaboration avec le CTA et la société TraSeable Solutions aux Fidji, à Samoa et dans les Îles Salomon, réalisation d'une étude pilote relative à une application de collecte de données sur les incidences de la COVID-19 sur les principaux produits de base.